L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73, NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 7 JUIN 1865. entre les rues Bienville et Conti.

NOUVELLE-ORLEANS :
MERCREDI MATIN, 7 JUIN.

Ventes à l'encan de ce jour.

Pour les détails et l'heure des ventes, voir aux annonces

Par D. E. Murphy—à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, un terrain avec bâtisses, face à la rue du Cirque, dans l'Ile, borné par les rues Cirque, Pardido, St. Jean et Peydras.

Par G. Leamont—à son magasin d'encan, coiffe anglais, couteaux et fourchettes.

Par le même : Au No. 69, de la rue de Chartres, marchandises sèches.

Par Hérbert & Markey—au No 33 de la rue de Chartres, marchandises sèches étrangères et du pays, saler mentir.

Par E. M. Jacobs—au No 83 du Passage de la Bourse, meubles, marchandises sèches, &c ; au No. 116 de la rue de la Douane, coffre-fort.

Par E. Guiterman—rue Bourgogne, entre Conti et Bienville, meubles, tapis, vaisselle, &c.

STEAMERS DE NEW-YORK.— Les steamers *Fanq Sincy* et *Monterey* sont annoncés, dans nos journaux de New-York, comme devant partir la 3 juin pour notre port.

Arrivée du gouverneur Wells.

Le gouverneur Wells est revenu hier de Washington et il a repris ses fonctions. On sçait que M. Wells va pouvoir mettre à exécution les plans de réforme qu'il avait conçus quelque temps avant son départ. Il est à désirer que l'autorité militaire laisse au gouvernement civil de l'Etat une latitude plus grande que celle qu'il a eue jusqu'à présent : M. Wells paraît animé d'excellentes intentions ; il est disposé à opérer toutes les réformes praticables pour sauvegarder les finances de l'Etat, et ceux-là seuls qui posséderont des dispositions connues ou prouvées à servir le pays, obtiendront la confiance du gouvernement républicain, et elle doit être la base indispensable de la reconstruction des Etats.

REOUVERTURE DU COMMERCE EN LOUISIANE.

Depuis la reddition des troupes de Trans-Mississippi sous les ordres du général Kirby Smith, la paix a pu être considérée comme virtuellement établie, bien qu'elle n'ait pas encore été officiellement proclamée par le Président des Etats Unis. La paix faite, il est naturel qu'on soit impatient d'en recueillir les fruits. Mais la reddition de Kirby Smith étant venue après celle des autres armées, toute la région à l'Ouest de Mississippi se trouvait exclue de la grande mesure adoptée par le gouvernement de Washington pour la réouverture du commerce. Toute cette partie de la Louisiane qui se trouve à l'est du fleuve allait donc rester soumise aux restrictions rigoureuses qui pendant la guerre avaient rendu les relations commerciales impossibles dans certains cas, difficiles dans tous. Attendre un nouvel ordre, de Washington semblait bien pénible. Les besoins des populations étaient pressants, et il importait par moins au commerce de la Nouvelle Orléans qu'aux habitants de la Louisiane occidentale de voir abaisser les barrières qui s'opposaient encore à des transactions mutuellement avantageuses.

C'est ce désir qu'a eu pour but d'abréger l'ordre du général Canby en date du 5 juin, dont nous avons rendu compte hier. Cet ordre déclare que tous les points de l'Ouest Louisiane qui sont en arrière de postes occupés par les troupes des Etats-Unis seront considérés comme étant dans les limites de l'occupation militaire et il révoque toutes les restrictions à la liberté des transactions commerciales. Or l'occupation de Shreveport par le général Herron rend cette mesure applicable à toute la partie de la Louisiane occidentale qui se trouve au Sud de la rivière Rouge. Shreveport, Natchitoches, Alexandrie et même la région des Attakapas vont bientôt se rattacher au rapports directs avec la Nlle-Orléans. Déjà deux cotés on se prépare à l'ouverture de cette campagne pacifique, on cherche à renouer les anciennes relations et à mettre à profit la saison pendant laquelle la rivière Rouge est ouverte à la navigation.

La reprise des affaires n'est encore qu'un mouvement très restreint, mais néanmoins on commence à le sentir comme ces ondulations légères que précède de la brise attendue avec impatience par les marins qu'elle rappelle aux occupations de leur métier. Si nous ne nous trompons, le réveil de cette activité et nous verrons alors le mouvement s'accentuer complètement, et une activité de bon augure succéder à l'ennui de stagnation qui attriste depuis si longtemps nos rues commerciales.

En septembre, les ports du Texas seront ouverts et cet Etat pourra nous envoyer son coton, ses lentilles et ses grains en échange des marchandises accumulées dans nos grands magasins. Les cotons des anciennes récoltes qui ont échappé à l'incendie descendront de la région des rivières Rouge et Ouachita, et viendront s'ajouter à ceux de la nouvelle récolte pour activer le mouvement des affaires. Si la récolte de la Louisiane est encore faible, les produits se maintiendront à des prix plus élevés. Les cours du sucre et du tabac subiront en effet, l'influence de la demande de plusieurs millions de consommateurs qui, depuis trois ans, n'avaient pas accès sur notre marché. Aussi, sans nous laisser entraîner par de décevantes illusions, et tout en croyant qu'il faudra de longues années pour panser les plaies du passé, nous sommes persuadé qu'il y aura à l'automne prochain, au moins relatif dans l'état de notre commerce. C'est le moment pour tous de mettre la main à l'œuvre pour déblayer les ruines et pour préparer les voies à un avenir meilleur.

Nous sommes tous frères.

Le Boston *Post* dit :

Nous pouvons avoir une aussi pauvre opinion de la rebellion que nous voudrons ; nous pouvons mépriser les rebelles autant que le ton sens nous le permettra ; mais l'homme judicieux ne peut s'empêcher de voir le Sud fait partie intégrale de notre pays commun et que les hommes, auxquels ces rebelles, sont malheureux nos concitoyens. En leur rendant service, nous nous rendrons service à nous-mêmes. Nous défendons nos propres intérêts en soutenant et en encourageant les leurs.

Dans l'exercice de la plus grande clémence possible, notre gouvernement trahirait, détruirait la souveraineté, sur quelques strictes immunités constitutionnelles des Etats du Sud ; mais il faudrait détruire à ne trancher que le moins possible au lieu de trancher le plus. La grande question est donc de restaurer les Etats rapprochés en rebellion, aussi aisément et aussitôt que possible, dans leurs relations normales et pratiques avec le gouvernement fédéral.

Nous devons mettre en fait que le Sud nous hait tant que nous ne lui aurons pas prouvé par notre générosité confiante et notre tolérance libérale, que nous sommes résolus à être ses amis, envers et contre tui-même, et dans tous les cas. La relation morale d'une fraternité avec lui est encore à établir ; ce sera l'œuvre du temps et d'un traitement honorable et juste. Nous ne pouvons forcer les opérations de la nature. On peut forcer le cœur humain mais on ne le gagne pas. Nous ferions la plus sérieuse méprise au monde en imitant la vengeance du despotisme européen. Nous n'appartenons à l'Europe monarchique ni par les sentiments ni par les principes.

Le monde attend des Etats Unis à l'heure de leur triomphe quelque chose de mieux qu'une misérable imitation des répugnantes et infernales vengeances de la Russie envers la malheureuse Pologne.

LA POLITIQUE DE PENDAISON.

Nous tirons dans le *Springfield Republican*, du Massachusetts :

Il y a trois hommes qui ne peuvent être pendus dans aucune circonstance. Ce sont les trois négociateurs reçus par le président Lincoln à la forteresse Monroe et avec lesquels il s'est entretenu librement et franchement pendant deux heures. En aucun cas, ces hommes ne peuvent être pendus. L'égare de roi vaut grâce ; et nous imaginons que personne n'ose l'ambition d'intervenir dans ce legs de notre propriété. Ils sont parmi les premiers officiers. Un seul est un dessinateur illustré. Stephens, Hunter et Campbell sont épargnés, qui restera avec Davis ?

Voulons-nous réellement en finir avec la rébellion ? Alors ne faisons pas de martyrs. Les temps portés de sang-froid sont justement ce qui fait vivre les animosités.

Ne ce moment il y a des millions de femmes au Sud qui donneraient tout ce qu'elles ont pour sauver la vie de Davis qui l'alimenterait comme Vieux McDonald nourrit le fugitif Charlie Howard. Si l'on prend sa vie, elles sont prêtes à tremper leurs mouchoirs dans son sang ; à rechercher des loques de ses cheveux et à perpétuer pendant un siècle le sentiment de la vengeance. Si nous leur épargnons ce grief, dans cinq ans elles se rappelleront Jeff. Davis seulement comme l'auteur de calamités innombrables.

ACCUSATION DU GENERAL LEE.

(*World*)

Que la foi du gouvernement soit engagée à ce que le général Lee et ceux qui se sont rebellés comme lui ne souffrent aucune pénalité, c'est ce qui nous semble par tous ceux qui ont quelques sentiments nobles. Et quand il s'agit d'un point d'honneur personne ne chatouera par des arguties à éluder le gouvernement d'une manière si évidente dans la parole et par la quelle d'autres parties qui ont se fié en elles ont été induites à déposer les armes. Le gouvernement en [illegible] ne peut pas [illegible] ne peut [illegible]

ETAT DES PRISONNIERS SOUS PAROLE PAR RAPPORT A L'AMNISTIE.

La correspondance suivante intéresse vivement des prisonniers sur parole, dans leurs rapports avec l'amnistie du président Johnson :

Nouvelle-Orléans, 5 juin 1865.

Colonel—J'ai l'honneur de vous prier de me dire si, dans l'opinion du général Canby, les prisonniers mis sous parole sous la convention conclue entre les généraux Canby et Taylor, sont compris dans l'exception No 12 de la proclamation d'amnistie du président, ou s'ils peuvent, à moins qu'ils soient entravés par quelque autre exception, se présenter aux autorités compétentes pour prêter le serment requis par cette proclamation.

Je suis très respectueusement votre
Obéissant serviteur,
JAS. R. CURELL.
Major de l'armée des E. C.,
Inspecteur de guerre sous parole.

Au lieut-col. C. T. Christenson,
A. A. Gén. Dépt. du Golfe.

Quartier-Général du Dépt. du Golfe.
Nlle Orléans, Le 5 juin 1865.

Major—Je suis chargé par le major-général commandant de dire, en réponse à votre communication de cette date, qu'il est d'opinion que les prisonniers mis sous parole suivant le traité passé entre les généraux Canby et Taylor, les officiers de certains grades exceptés, ne sont pas compris dans l'exception No 12 de la proclamation de l'Exécutif du 29 mai.

La même proclamation, cependant, porte que les détails relatifs à l'administration du serment d'amnistie seront réglés par le secrétaire d'Etat et, à moins que ces règles aient été promulguées, il n'y a pas d'autorité ici qui ait le pouvoir d'agir dans l'espèce.

Très respectueusement,
Votre obéissant serviteur,
C. T. CHRISTENSEN,
Lieut. Col, A. A. G.

Au major James R. Cozell,
Prisonnier de guerre sous parole,
Rue du Canal No 102, Nlle-Orléans.

John Mitchell.—Une correspondance de Washington à la *Presse* de Philadelphie rapporte ce qui suit à propos du rebelle irlandais, John Mitchell :

Un officier de l'armée de Sherman m'a dit ce matin qu'il avait, en une longue conversation avec John Mitchell, maintenant à Richmond, et que ce personnage est aussi violent que jamais dans ses attaques contre le gouvernement. John Mitchell dit que le Sud a été vaincu, mais que, selon lui, il s'établit une similitude de rapports entre les Irlandais qui combattent pour leur indépendance et les habitants du Sud qui ont combattu pour l'esclavage. Il ne que le Sud combattu pour notre chose ; et l'indépendance viendra quand un de ses compatriotes viendra parler de Meagher, il dit que Meagher était un Irlandais inconséquent et illogique.

FRANCE.

Correspondance du Courrier des Etats Unis.
Paris, 2 mai.

Les Américains résidant à Paris viennent de présenter à M. Bigelow, ministre des Etats Unis en France, une adresse dans laquelle ils rappellent les qualités de M. Lincoln, les grands services qu'il a rendus à son pays, et expriment leur douleur pour la perte de cet homme d'Etat dont la mort soudaine est un deuil national.

Le gouvernement anglais se tient en ce moment dans une réserve qui ne rejaillit pas sur les officiers d'Amérique. Deux interpellations qui ont eu lieu à la chambre des communes m'amènent à faire cette remarque. La première est venue de sir Cochrane, qui a demandé si, dans l'avenir les communications échangées entre le gouvernement et les commissaires du Canada ont produit quelque changement dans les projets relatifs aux dépenses à faire pour les fortifications des colonies anglaises de l'Amérique du Nord.

Le secrétaire d'Etat des colonies a répondu qu'assurément que les commissaires seraient arrivés à un résultat, on la communiquerait au parlement avant qu'il prenne aucune décision. *Il désire davantage sur ce sujet pour le moment.*

La seconde est venue de sir White qui a demandé au secrétaire d'Etat de l'intérieur si le gouvernement avait l'école de mettre les rebelle du Sud, qui ont quitté les Etats Confédérés d'Amérique. Sir Grey a répondu qu'il croyait préférable de renvoyer à quelques jours cette motion.

Le langage des organes du gouvernement britannique n'est pas moins réservé. Ce qui l'indique, une sorte d'indécision dans l'attitude qu'il lui convient de prendre à l'égard du gouvernement américain. Les événements qui viennent de s'accomplir aux Etats Unis et qui l'ont pris au dépourvu ont dû nécessairement, et pour un temps prochain une influence réflexe sur les rapports de la vieille Angleterre avec la jeune Amérique.

De quelle nature sera cette influence ? Sera t-elle amicale ou agressive ? C'est sans doute ce que le ministère britannique n'a pu démêler encore dans le premier échange de dépêches qui a eu lieu entre Londres et Washington, et où il est probable qu'il fait dans l'incertitude où il est sur les véritables dispositions du gouvernement américain, il se tient lui même sur la réserve vis à vis du parlement.

Les journaux anglais, publié un long article sur la situation faite au Sud par les capitulations de Lee et de Johnston et examine la question de savoir si la résistance doit continuer dans les Etats éloignés, dans le Texas par exemple, ou si les confédérés doivent laisser au Nord les embarras d'une situation qui ne serait ni la paix ni la guerre. *L'Index* conseille comme moyen politique une sorte d'inertie, convaincu que l'Union est à l'agonie et que la seule chose à faire, c'est de mettre les intérêts et politiques ont constitué une puissante nationalité que le Nord ne peut dissoudre malgré tous ses efforts.

Ici, c'est toujours du voyage de l'empereur en Algérie qu'on se préoccupe le plus. Les prévisions pour l'empereur n'agissent exactement aux colons [illegible] ont été merveilleusement accueillies, aussi bien qu'un [illegible] Il est personne qui ne les regarde comme la préface de décisions importantes et sans doute de réformes sérieuses et efficaces. puisqu'elles auront été préparées par l'empereur en personne sur le territoire même de leur application.

C'est le propre de toutes les déclarations émanées de l'empereur, d'être reçues avec attention ; et l'on peut dire que, dans le salon comme dans le cabinet, il n'en fut l'objet, à tête pour la France et souvent pour l'Europe un véritable événement.

Le gouvernement a, disons le vrai, eu dans la session finissant le 31 juillet, un quart pareil très difficile, et voici pourquoi. Le rapport du M. Q Quin, sur le budget, vient d'être déposé. Huit jours pour l'impression et un mois autant pour la distribution et l'examen de celui-ci par les députés, et l'on verra que la discussion ne peut guère commencer avant le 15 ou le 20 juin, il faudrait renvoyer à l'an prochain presque toutes les nombreuses lois soumises au Corps législatif. Cependant je dois avouer que les commissions déjà nommées pour la grande loi municipale Bourbon, pour ne pas être cause d'un retard dans l'expédition des affaires.

La loi de la contrainte par corps, continue à soulever de grandes objections dans la commission qui l'examine. L'empereur désirerait vivement serait il l'homme le plus libéral de son empire et marcherait-il à ce point de vue, en avant de tout le monde ? Je le crois.

Quant aux octrois, reviendront-ils jendi ? C'est encore douteux. La commission n'est pas d'accord ; mais son peu de succès a démontré aux moins clairvoyants qu'il ne suffisait pas d'un avocat de talent, comme M. Clément, et du crédit qu'elle a capable, comme M. Darimon, et d'un général comme M. Pouyer Quertier, pour triompher de toutes les objections. La commission des octrois a trouvé plus de monde que les 225 députés de la chambre, elle pensait que la loi et le rapport ne seraient pas même discutés. Elle n'est bien vite aperçue du contraire.

On s'attend à de vives discussions par des questions financières, notamment à propos de la ville de Paris, les divers budgets extraordinaire, et surtout, comme je vous le disais, le projet de loi réclamant 300 millions pour travaux extraordinaires dont les ressources seront fournies en partie par une vente de forets de l'Etat. Un écrit à des luttes parlementaires pour le moins aussi vives que celles qui ont eu lieu pour les débats de l'adresse.

CHRONIQUE LOCALE

PREMIERE COUR DE DISTRICT.—Le jury a prononcé l'acquittement de Francisco Carro, accusé d'avoir volé deux mulets appartenant à E. Villard et vendus à quatre autres personnes. Le plaignant avaient disparu des écuries du propriétaire, on les a trouvés dans le bois, derrière Alger, près d'un endroit où la prévenu confinait des maures.

M. Hibbery, homme de couleur, accusé de vol de pantalons dans la rue Poydras, a été acquitté. Le plaignant avait quitté la ville.

Wm Casey et Jean Tobin, accusés d'avoir volé quatre balles de coton à John Kinsey, qui été acquittés, à la demande de l'avocat du District. Il n'y avait pas de preuves contre eux.

UN GREENBACK DE CENT PIASTRES.—Un mari avait chargé sa femme de garder pour lui un beau greenback de cent piastres ; la femme alla prendre dans la rue l'air et, rencontrant une amie qui avait soif, prit quelqu'un de tel procurer du liquide. Une partie du greenback y passa. Les deux amies se désaltérant, se fortifièrent, s'excitèrent et finirent par se battre. Il s'ensuivit une de ces querelles qui ne manquent jamais d'attirer la police. La police intervint et la femme au greenback fut accusée au poste ; elle n'en sortit qu'après avoir acquitté une amende de quinze piastres.

Le mari reçut soixante-seize piastres qui avaient échappé au naufrage.

AMENDE.—Une personne qui avait insulté la police au marché aux légumes, a été condamnée à dix piastres d'amende.

AU WORKHOUSE.—Une femme de couleur qui avait proféré de terribles menaces contre des blancs a été envoyée au Workhouse pour deux mois.

ACCIDENT.—Willis, jeune garçon de couleur, est tombé, hier, d'un balcon du deuxième étage de No 16 de la rue Franklin et s'est grièvement blessé.

La police l'a fait transporter à l'hôpital.

MISERE ET MALADIE.—La police a découvert, au No 295 de la rue des Magasins, une femme et deux enfants qui étaient malades et privés de secours. On a pris soin d'eux.

POSTES ET BUREAUX.—Les postes de l'angle des rues Fonchar, Peoyiard et Delord, sont en mauvais état.

—Sont cassés : les ponts de coin des rues Harmonie et Tchoupitoulas ; celui du coin des rues Quarteboue et Fulton ; celui du coin des rues Ste-Marie et Feytande ; celui du coin des rues Septième et Constance.

Sont en bon état :

—Le ruisseau de l'angle des rues Bourgogne et Tchoupitoulas a grand besoin d'être nettoyé.

Et ce le seul !

APOPLEXIE—Martin Hamingor, français, âgé de 39 ans, est mort d'apoplexie, dans la nuit de 5 au 6 courant, au No 154 de la rue du Cirque.

Il exerçait la profession de tailleur et n'était pas marié.

ACCUSATIONS DE VOL.—Le recorder Vennard a envoyé, hier, devant la Première Cour de District, Joseph Fraser, accusé d'avoir volé une bague en or, en diamant, de l'argent et d'autres objets, [illegible] Wm Wright, homme de couleur, [illegible] chez M. F. W. Cuny, et qui appartenait à [illegible] de police.

2e Edition d'hier soir.

LE GOUVERNEMENT RESTAURE DE LA VIRGINIE.

Le gouverneur Pierpont qui vient d'entrer dans ses fonctions officielles à Richmond, est identifié avec l'histoire de l'Etat depuis le premier mouvement qui fut fait pour sa réorganisation. En 1863, l'Etat de l'Ouest Virginie fut formé et admis dans l'Union. Le gouverneur Pierpont transféra alors le siége du gouvernement de la Virginie à Alexandrie, et fut bientôt après réélu à la place qu'il occupe à présent, par le vote des citoyens habitant ces portions de l'Etat qui étaient comprises dans les lignes de l'armée fédéraliste. Pierpont naquit en 1815, dans le comté de Marion, Virginie et fut gradué au collége de Meadville, en Pennsylvanie. Il exerça ensuite comme avocat. Le lieutenant-gouverneur L. C. P. Cowper est né à Portsmouth, Virginie et est avocat de profession. Le colonel Chas. M., Lewis, secrétaire d'Etat, est de Rockingham, comté de Virginie, et le trésorier W. W. King était autrefois membre du congrès, représentant le district de Norfolk Comme d'après la constitution amendée de la Virginie, adoptée au février dernier, toute personne qui aura, depuis le 1er janvier 1861, donné volontairement aide et assistance, de quelque manière que ce soit, à la rébellion contre le gouvernement des Etats-Unis, doit être privée du droit de suffrage, le Richmond Whig prétend me qu'un des premiers actes officiels du gouverneur Pierpont sera de convoquer en session extraordinaire la législature nouvellement élue, dans l'intention de remédier, avec des clauses convenables, à l'incapacité électorale ou politique dont les neuf dixièmes des votants de la Virginie sont frappés par la nouvelle constitution.

LE BILL DE FRANCHISE ELECTORALE DANS LE TENNESSEE.

Le sénat du Tennessee a passé un bill qui prive du droit de suffrage pendant six années plus de la moitié de la classe électorale de cet Etat, et la Chambre aprés beaucoup d'opposition est parvenue à en adopter un qui frappe d'interdiction politique la même classe pour cinq ans seulement. Ce bill a passé par un vote de 36 contre 26. Un membre alors ayant proposé d'exempter de toutes charges publiques, et pour même espace de temps, les personnes dont les droits politiques étaient ainsi suspendus, la Chambre s'est prononcée de nouveau contre les partisans de la liberté électorale, en rejetant cette dernière motion par 42 voix contre 20.

Nouvelles du Nord

JUSQU'AU 3 JUIN,
PAR LA MOBILE.

(Dépêches du *N. O. Times*)

Marché de New York.

New York, 3 juin—Les fonds sont languissants. L'or est inactif à 136 7/8—Exportations de la semaine : deux millions.

L'argent est plus facile—Le change est nominal aux cotes antérieures—La farine a baissé de 5 cents.

Le coton est à 45 cts.

Le général Cusinr en route pour la Nlle-Orléans.

Louisville, 4 juin, 3 P. M.—Le général Custer est arrivé hier en route pour la Nlle-Orléans. Il n'y a rien d'important de l'Est.

LES PREMIERS ACTES DE M. JOHNSON

(Extrait de la *France* du 11 mai.)

Les événements qui se sont passés en Amérique, depuis la catastrophe du 14 avril, ne justifient que trop les prévisions de ceux qui en redoutaient le contre-coup sur la direction de la politique des Etats Unis

Le nouveau président, Andrew Johnson, en prenant les choses au point où les avait laissées la mort lamentable de M. Lincoln, ne pouvait pas manquer jusqu'à ce jour, s'être inspiré des mêmes sentiments de modération et de générosité qui animaient son regrettable prédécesseur. C'est l'impression qui résulte de ses premiers discours et de ses premiers actes.

Sans doute, l'indignation causée par un crime abominable, qui a été si vive dans le monde, a dû être extrême en Amérique, et il est naturel que les déclarations de M. Johnson aient quelque chose de la responsabilité du pouvoir, ressentent d'une émotion si légitime. Nous ne pouvons, d'ailleurs, à cette distance, apprécier avec exactitude quelle a été la force de résistance de l'opinion en présence d'attentats odieux, et jusqu'à quel point le nouveau chef du gouvernement a pu être entraîné par le courant populaire.

Mais, après ces premiers moments, le calme et la raison doivent reprendre leur empire. M. Johnson vient de prononcer un discours dont nous n'avons pas encore le texte sous les yeux, mais qui, d'après les télégraphies en est idéal, inférieur au pénible spectacle que présente en ce moment la France. Il s'exprime sur les causes de la guerre, sur les embarras d'une situation qui ne serait ni la paix ni la guerre. *L'Index* conseille comme moyen politique une sorte d'inertie, convaincu que l'Union est à l'agonie et que la seule chose à faire, c'est de mettre les intérêts et politiques ont constitué une puissante nationalité que le Nord ne peut dissoudre malgré tous ses efforts.

Ici, c'est toujours du voyage de l'empereur en Algérie qu'on se préoccupe le plus. Les prévisions pour l'empereur n'agissent exactement aux colons [illegible] ont été merveilleusement accueillies, aussi bien qu'un [illegible] Il est personne qui ne les regarde comme la préface de décisions importantes et sans doute de réformes sérieuses et efficaces. puisqu'elles auront été préparées par l'empereur en personne sur le territoire même de leur application.

C'est le propre de toutes les déclarations émanées de l'empereur, d'être reçues avec attention ; et l'on peut dire que, dans le salon comme dans le cabinet, il n'en fut l'objet, à tête pour la France et souvent pour l'Europe un véritable événement.

Le gouvernement a, disons le vrai, eu dans la session finissant le 31 juillet, un quart pareil très difficile, et voici pourquoi. Le rapport de M. Q Quin, sur le budget, vient d'être déposé. Huit jours pour l'impression et un mois autant pour la distribution et l'examen de celui-ci par les députés, et l'on verra que la discussion ne peut guère commencer avant le 15 ou le 20 juin, il faudrait renvoyer à l'an prochain presque toutes les nombreuses lois soumises au Corps législatif. Cependant je dois avouer que les commissions déjà nommées pour la grande loi municipale Bourbon, pour ne pas être cause d'un retard dans l'expédition des affaires.

La loi de la contrainte par corps, continue à soulever de grandes objections dans la commission qui l'examine. L'empereur désirerait vivement serait il l'homme le plus libéral de son empire et marcherait-il à ce point de vue, en avant de tout le monde ? Je le crois.

Quant aux octrois, reviendront-ils jendi ? C'est encore douteux. La commission n'est pas d'accord ; mais son peu de succès a démontré aux moins clairvoyants qu'il ne suffisait pas d'un avocat de talent, comme M. Clément, et du crédit qu'elle a capable, comme M. Darimon, et d'un général comme M. Pouyer Quertier, pour triompher de toutes les objections. La commission des octrois a trouvé plus de monde que les 225 députés de la chambre, elle pensait que la loi et le rapport ne seraient pas même discutés. Elle n'est bien vite aperçue du contraire.

On s'attend à de vives discussions par des questions financières, notamment à propos de la ville de Paris, les divers budgets extraordinaire, et surtout, comme je vous le disais, le projet de loi réclamant 300 millions pour travaux extraordinaires dont les ressources seront fournies en partie par une vente de forets de l'Etat. Un écrit à des luttes parlementaires pour le moins aussi vives que celles qui ont eu lieu pour les débats de l'adresse.

CHRONIQUE LOCALE

PREMIERE COUR DE DISTRICT.—Le jury a prononcé l'acquittement de Francisco Carro, accusé d'avoir volé deux mulets appartenant à E. Villard et vendus à quatre autres personnes. Le plaignant avaient disparu des écuries du propriétaire, on les a trouvés dans le bois, derrière Alger, près d'un endroit où la prévenu confinait des maures.

M. Hibbery, homme de couleur, accusé de vol de pantalons dans la rue Poydras, a été acquitté. Le plaignant avait quitté la ville.

Wm Casey et Jean Tobin, accusés d'avoir volé quatre balles de coton à John Kinsey, qui été acquittés, à la demande de l'avocat du District. Il n'y avait pas de preuves contre eux.

UN GREENBACK DE CENT PIASTRES.—Un mari avait chargé sa femme de garder pour lui un beau greenback de cent piastres ; la femme alla prendre dans la rue l'air et, rencontrant une amie qui avait soif, prit quelqu'un de tel procurer du liquide. Une partie du greenback y passa. Les deux amies se désaltérant, se fortifièrent, s'excitèrent et finirent par se battre. Il s'ensuivit une de ces querelles qui ne manquent jamais d'attirer la police. La police intervint et la femme au greenback fut accusée au poste ; elle n'en sortit qu'après avoir acquitté une amende de quinze piastres.

Le mari reçut soixante-seize piastres qui avaient échappé au naufrage.

AMENDE.—Une personne qui avait insulté la police au marché aux légumes, a été condamnée à dix piastres d'amende.

AU WORKHOUSE.—Une femme de couleur qui avait proféré de terribles menaces contre des blancs a été envoyée au Workhouse pour deux mois.

ACCIDENT.—Willis, jeune garçon de couleur, est tombé, hier, d'un balcon du deuxième étage de No 16 de la rue Franklin et s'est grièvement blessé.

La police l'a fait transporter à l'hôpital.

MISERE ET MALADIE.—La police a découvert, au No 295 de la rue des Magasins, une femme et deux enfants qui étaient malades et privés de secours. On a pris soin d'eux.

POSTES ET BUREAUX.—Les postes de l'angle des rues Fonchar, Peoyiard et Delord, sont en mauvais état.

—Sont cassés : les ponts de coin des rues Harmonie et Tchoupitoulas ; celui du coin des rues Quarteboue et Fulton ; celui du coin des rues Ste-Marie et Feytande ; celui du coin des rues Septième et Constance.

Sont en bon état :

—Le ruisseau de l'angle des rues Bourgogne et Tchoupitoulas a grand besoin d'être nettoyé.

Et ce le seul !

APOPLEXIE—Martin Hamingor, français, âgé de 39 ans, est mort d'apoplexie, dans la nuit de 5 au 6 courant, au No 154 de la rue du Cirque.

Il exerçait la profession de tailleur et n'était pas marié.

ACCUSATIONS DE VOL.—Le recorder Vennard a envoyé, hier, devant la Première Cour de District, Joseph Fraser, accusé d'avoir volé une bague en or, en diamant, de l'argent et d'autres objets, [illegible] Wm Wright, homme de couleur, [illegible] chez M. F. W. Cuny, et qui appartenait à [illegible] de police.

FEUILLETON.

LES JALOUX.

LE GENERAL CHARDIN.

PAR A. DE GONDRECOURT.

XXXIX.—Suite.

A cette besogne souvent périlleuse, Cazille fit des prodiges de courage, elle y brûla ses doigts, ses cheveux et ses jupes. Marinette, plongée dans une torpeur profonde, ne pensait à l'incendie avec une sombre tranquillité. Le dévouement faisait pitié. Après avoir épuisé ses forces au sauvetage de son cabinet, il était tombé anéanti, inhérent, près de sa fille, qui le traitait sans ménage et sur laquelle il était comme un enfant ! Les gens du village se montrèrent secourables et empressés, mais Saturnin, qui prêtera beaucoup par la déceptié, crut bien démontrer son dévouement public, mais ne rendit dans qu'un mouvement bouchaient. Le curé Dubois y perdit ses soutane, mais donna un aide de l'Empire valeur des anciens dragons d'Espagne. Quant à Jules Bernard, il était allé à Mirandon, chez le curé son voisin, et on l'attendait qu'il a nuit.

Dès que les femmes furent sorties du château la comtesse fit atteler et arrêta sur le lieu du sinistre. Elle avait besoin de respirer un air pur, et ses yeux la suivaient en cotant. Nicolas se joignit aux plus vaillants, et ses rubans épaules portaient, à travers les pois embrasés de la fumaise, des meubles que lui seul pouvait soulever. Lorsqu'il fut bien certain que le village de l'incendie, lorsqu'il fut devenu impossible d'atteindre le danger sans se vouer à une mort certaine, le vieux soldat cria de sa voix retentissante :

—Enfants, laissez brûler, il n'y a plus rien à faire ici qu'à regarder.

—Pardon, mon ami, lui dit la comtesse, il faut porter ces pauvres gens dans ma voiture. Et elle montra Marinette et son père.

Nicolas obéit sur-le-champ. M. Parmentier et sa fille furent transportés dans la calèche de Mme Chardin. Le concierge monta sur le siége avec le cocher qui repris sa place, et ils prirent le chemin du château. Marinette à la douceur d'être seule, immobile, comme paralysée l'un et l'autre.

Cazille suivait à pied la voiture. On eût dit un colonel dont l'ordre du jour était une bataille, triste et vraie tout à la fois, en donnant un chien fidèle pour unique et dernier ami au défaut conduit au cimetière des pauvres.

—Tous l'aurais Nicolas en se séparant. Et le bonne qu'en a-t-on fait ? .... Montez donc ma chère femme, vous avez assez travaillé, pour une fois !

Le concierge entendit ce mot, mit la tête à la portière, vit Cazille, l'appela et lui ouvrit sa voiture.

Cazille ne se fit pas prier. Elle s'assit, souillée de cendres et d'eau bourbe sur les riches coussins de cuir, regarda Marinette avec une indicible expression de tendresse, et comme par coquetterie maternelle, elle lissa les cheveux de la jeune enfant sur son front sans chaleur. La jeune fille tendit une main à sa nourrice, et la serrire porté cette main passionnément, mais en silence, à ses lèvres.

La baronne de la Perche n'était pas aussi mauvaise qu'elle le voulait paraître. Elle n'était de l'infortune des Parmentier, les reçut avec compassion et trouva bien que la fille les installât au château.

Toutefois, lorsque le docteur se fut mis au lit où une forte fièvre devait le retenir pendant plusieurs jours, elle dit à la comtesse :

—Ma chère Sydonie, voilà bien des malheurs à la fois sur cette pauvre famille. Je ne vois pas comment nous pourrons nous défaire de ces gens-là.

—Ma chère amie, répondit la comtesse, ils sont très agréables.

—Oui, mais ils ne sont pas nés pour vivre dans le monde, et ils ne sont pas de notre société.

—Ils sont de notre société, puisque nous les recevons chez nous.

—Je ne dis pas le contraire, mais ils ne sont pas nés pour cela.

—Ils sont nés pour être malheureux, ma chère amie, et c'est bien assez.

—Ah ! ma chère, envoyez-le moi dès qu'il arrivera.

—Je n'y manquerai pas, mon général. Comptez sur moi pour pousser votre neveu. On est trop heureux de rencontrer de pareils hommes. Mais je vous retarde quand vos heures sont si précieuses. Partez vite, mon ami, partez vite.

—Je ne vous retiens pas, car j'abrendre-vous avec le ministre.... Adieu, mon cher Basile.

Le général reprit à ses chevaux, après avoir donné un baiser de Landry jusqu'à son ami. Chardin, en homme habitué à la main la lettre arrivée de Houilac, il la déchira négligemment en se disant :

—Il va sont en pas après à la cascade, mes chers pays, et Claudine ! Ah ! Claudine ! Je ne puis quotes que je reçois ici des bords fleuris du Gers Que me veut celui ci ?

Un lettre sous enveloppe s'échappa des feuilles qui la contenaient et tomba sur le tapis.

Le curieux n'y prit pas garde, du moins, se la ramassa pas. Il courut à la signature du papier resté dans ses mains.

—Tiens ! dit-il avec quelque surprise. Lecrécé Mouret ! Il y a bien la place qu'elle veut la reprendre. Elle a fait un joli mariage pour son cher Jules.... Non, mille fois non, je ne déchirai jamais ; Jules est un misérable comme son père, comme ce mère, et.....

La voix du général baissa, baissa ; ses oreilles se colorèrent d'un rouge vif qui monta et flamma ses joues. Il s'arrêta dans la lecture qu'il venait d'entreprendre, se frotta les yeux comme s'il eût voulu ranimer sa vue affaiblie, relut la lettre et fit une exclamation terrible, il tomba dans un fauteuil, en s'écriant :

—Mais elle est folle, cette fille !..... elle est insensée !

—Allons, son regard s'arrêta sur la lettre qui était sur le tapis. Il la ramassa avec précipitation, examina le cachet armorié, reconnut l'écriture de sa femme, et se dit :

—Bien ! après ?..... Est ce qu'elle ne peut pas écrire à Mouret ? Est ce qu'elle ne peut pas écrire à Jules ? Est ce qu'elle ne peut pas écrire à qui elle veut ? Ah ! ma femme est folle, et je ne veux pas être ridicule !

Il ouvrit la lettre, la lut en s'y reprenant à trois fois, se redressa, lut un troisième fois, et, prenant dans la glace de la cheminée, il se vit pour tant il y avait de honte, de désespoir et d'atroce douleur sur ce visage, où la sereine bonhomie du matin.

—Tous l'a'écris Nicolas en se séparant. Et le bonne qu'en a-t-on fait ?.... Montez donc ma chère femme, vous avez assez travaillé, pour une fois !

Le concierge entendit ce mot, mit la tête à la portière, vit Cazille, l'appela et lui ouvrit sa voiture.

Cazille ne se fit pas prier. Elle s'assit, souillée de cendres et d'eau bourbe sur les riches coussins de cuir, regarda Marinette avec une indicible expression de tendresse, et comme par coquetterie maternelle, elle lissa les cheveux de la jeune enfant sur son front sans chaleur. La jeune fille tendit une main à sa nourrice, et la serrire porté cette main passionnément, mais en silence, à ses lèvres.

La baronne de la Perche n'était pas aussi mauvaise qu'elle le voulait paraître. Elle n'était de l'infortune des Parmentier, les reçut avec compassion et trouva bien que la fille les installât au château.

Toutefois, lorsque le docteur se fut mis au lit où une forte fièvre devait le retenir pendant plusieurs jours, elle dit à la comtesse :

—Ma chère Sydonie, voilà bien des malheurs à la fois sur cette pauvre famille. Je ne vois pas comment nous pourrons nous défaire de ces gens-là.

—Ma chère amie, répondit la comtesse, ils sont très agréables.

—Oui, mais ils ne sont pas nés pour vivre dans le monde, et ils ne sont pas de notre société.

—Ils sont de notre société, puisque nous les recevons chez nous.

—Je ne dis pas le contraire, mais ils ne sont pas nés pour